

Tête-à-tête avec Richard Fuchs

2001-07-16

info@idrc.ca

Richard Fuchs s'est joint au CRDI en janvier 2001 à titre de directeur du programme Technologies de l'information et de la communication (TIC) au service du développement. Il a à son actif une vaste expérience du monde universitaire, de la fonction publique et du secteur privé. Directeur exécutif, puis membre de la Economic Recovery Commission de Terre-Neuve, Richard Fuchs est aussi fondateur et a été chef de la direction de Enterprise Network Inc., société d'État qui a instauré, en 1988, les premiers télécentres et services ruraux en ligne au Canada. En 1996, il a créé Futureworks, entreprise spécialisée dans la mise au point de systèmes et de services technologiques à distance qui a remporté, cette année, le Prix de l'exportation (EXPORT) décerné par Terre-Neuve et le Labrador. Alors qu'il était en charge de Futureworks, Richard Fuchs a travaillé avec le CRDI à la réalisation de divers projets, dont une étude sur les télécentres, Little Engines That Did: Case Histories From The Global Telecentre Movement.

Depuis sa création, le CRDI s'enorgueillit à juste titre de mettre en valeur le rôle de l'information dans le développement. Aujourd'hui, est-il plus difficile de rester à l'avant-garde ?

Une des leçons que j'ai apprises, le plus souvent à rude école, c'est l'extrême importance des mots. Qui dit

« dirigeant » sous-entend « dirigé », et la plupart des gens aimeraient mieux être dirigeants que dirigés. Quant à moi, je préfère le mot « innovateur ». Il vaut mieux comprendre où est notre place dans le contexte du développement international plutôt que de nous féliciter de toujours faire figure de leader. Le CRDI est un organisme relativement modeste qui a un personnel bien informé et une longue pratique des sciences de l'information — et, aujourd'hui, des TIC — pour le développement. Le Centre a toujours été appelé à jouer un rôle d'innovateur et il se doit de poursuivre dans cette voie.

Dans quels domaines y a-t-il place pour l'innovation ?

L'économie de l'information est un domaine nouveau : nous avons toute latitude pour exploiter les nombreuses avenues encore inexplorées. Un domaine qui, selon moi, est d'une importance primordiale, c'est la participation des femmes à l'économie de l'information. Dans les pays du Nord, l'économie post-industrielle s'est surtout caractérisée par la présence accrue des femmes sur le marché du travail, dans les sciences et la technologie, et dans les entreprises. Si, donc, nous devons jouer un rôle dans l'économie de l'information pour le monde en développement — et nous croyons que c'est le cas — que nous faut-il apprendre pour saisir tous les facteurs de la participation optimale des femmes ?

Un deuxième domaine — et c'est là une perspective très « Terre-NeuveCanada » — est la transformation, en moins d'une génération, des régions du Canada qui sont passées d'une économie des ressources à une économie axée sur le savoir. Comment nous servir des connaissances tirées de cette expérience pour faire avancer les institutions du Sud ? Nous pouvons les aider en leur

montrant où s'en va l'économie de l'information, non d'où elle vient. Cela veut dire qu'il faut opter pour la technologie et faire des choix en matière de recherche et de développement en regardant vers l'avenir, non vers le passé.

Dans quelle autre direction croyez-vous que le programme du CRDI s'oriente ?

Je crois qu'il misera sur les points forts de nos initiatives les plus réussies. Je siège au comité de direction de Bellanet [initiative de programme, parrainée par divers donateurs, qui cherche à améliorer la collaboration au sein de la communauté du développement]; nous sommes particulièrement intéressés par l'extension de cette initiative et par les services qu'elle peut fournir au CRDI. Par ailleurs, Acacia et PAN ont aussi beaucoup à offrir; nous voulons apprendre de ces expériences et les poursuivre. Mais le monde a changé depuis que ces initiatives ont été mises sur pied et il faut que nos programmes tiennent compte de ces changements.

Lorsque les initiatives de programme PAN et Acacia ont été lancées, en 1994 et 1996 respectivement, un grand nombre de pays en développement ne connaissaient pas encore la connectivité. Aujourd'hui, rares sont les pays qui ne sont pas branchés. C'est un domaine dont l'objectif a changé, en partie parce que le CRDI a réussi à le faire changer. Autre changement : le nombre croissant d'organismes qui ont intégré les TIC à leurs programmes de développement. C'est un autre exemple de la réussite du CRDI dans un créneau qu'il occupe depuis fort longtemps.

Le programme du CRDI sur les TIC au service du développement a-t-il eu d'autres incidences ?

Je crois que la façon dont se sont faites la formulation et l'adoption de politiques dans les quatre pays cibles d'Acacia — le Mozambique, le Sénégal, l'Afrique du Sud et l'Ouganda — est digne de mention. Acacia est, dans certains cas principalement et dans d'autre partiellement, responsable de cette évolution. C'est une réussite remarquable en si peu de temps.

Influencer l'élaboration de politique, voilà une tâche importante mais ardue. Quel est le meilleur moyen d'y parvenir ?

Il n'y a pas de bonne réponse à cette question. Nous faisons appel à ce que (étant de Terre-Neuve) j'appelle la stratégie d'« encerclement », c'est-à-dire que les citoyens soient bien informés et que la société civile sache ce qui est important pour elle; le processus politique finira tôt ou tard par respecter cela. Nous pouvons aussi investir dans les processus politiques de nos pays partenaires pour les aider à devenir des entités informées lorsque vient le moment d'adopter des politiques. Je crois que les deux démarches — ascendante et descendante — sont nécessaires.

En Ouganda, l'élaboration des politiques résulte principalement d'un réseautage de personnes qui apprennent à utiliser les TIC. Elles se réunissent et influent sur le processus politique, et elles démontrent ainsi que ce genre d'intervention est possible. Pour moi, c'est une manifestation de manière dont il faut s'y prendre pour mettre sur pied de tels réseaux.

La rapide évolution du secteur des TIC pose-t-elle un défi particulier ?

Oui, surtout dans le cas d'un organisme de recherches comme le CRDI. Au Centre, nous parlons de « boucler la boucle » en mettant davantage l'accent sur l'utilisation des résultats de la recherche. Eh bien, dans ce secteur, il faut s'y prendre de bonne heure sinon on rate les occasions. Nous avons une responsabilité spéciale, celle de veiller à ce qu'il y ait une relation étroite entre la recherche que nous faisons, les choses que nos partenaires et nous apprenons, et les moyens que nous utilisons pour diffuser ces connaissances.

J'estime que Bellanet a un important rôle à jouer à cet égard puisqu'elle met l'accent sur l'utilisation des TIC pour améliorer la collaboration au sein de la communauté du développement. Elle est au coeur d'une économie réseautée. Aussi faut-il, au sein du CRDI comme entre le CRDI et ses partenaires, bâtir des réseaux et mettre les gens en contact. C'est ainsi qu'on boucle la boucle. Il nous faut aussi réfléchir aux moyens de communiquer le savoir qui découle de nos recherches à nos clients et intervenants.

Comment réagissez-vous quand on vous demande pourquoi vous affectez des ressources aux TIC alors que tant de besoins fondamentaux sont toujours insatisfaits dans les pays en développement ?

De la même façon que j'ai réagi lorsqu'il s'agissait des régions rurales de Terre-Neuve en 1988 et que les gens croyaient que nous étions fous. Existe-t-il d'autres solutions ? L'économie de l'information est le secteur le plus dynamique et le plus rentable de l'économie mondiale. La révolution industrielle n'est pas passée par les pays du Sud et les régions rurales du monde industrialisé. Comment faire en sorte qu'il en aille autrement de l'économie de l'information ? Cela doit faire partie des priorités du développement. Nous commençons à avoir suffisamment d'exemples de ce qui marche et de ce qui ne marche pas pour indiquer aux décideurs la meilleure façon de s'y prendre.

Les TIC rapprochent les habitants de la planète. Si nous ne trouvons pas des moyens profitables de faire connaître ces technologies à nos partenaires des pays en développement, cela revient à boucher son ventre parce que s'ils ont des choses à apprendre, ils en ont aussi beaucoup à nous montrer.